

VIOLENCES URBAINES, RÉVOLTE À VAULX-EN-VELIN, LA FIN D'UNE ÉPOQUE

BAZIN Hugues [1990], « Révolte à Vaulx-en-Velin. La fin d'une époque », in PEPS Info No 4, Association Paroles Et Pratiques Sociales.

Table des matières

LE DÉTOURNEMENT	1
L'AMALGAME	2
L'EXCLUSION.....	2
CE QU'INSERTION POURRAIT DIRE.....	3
CITOYENS.....	4

Une violence peut en cacher bien d'autres. L'apartheid en est une des formes les mieux huilées. Aujourd'hui encore dans les quartiers de ce pays, une étrange arithmétique semble prévaloir. Droit de vote, accès au logement, à l'embauche, face aux tribunaux : deux noires valent une blanche. « Thomas est le 3e mort en six mois et le 14e en dix ans à Vaulx »¹.

Vaulx-en-Velin restera dans la conscience collective. Quoi qu'on en dise, il y aura l'avant et l'après-week-end du 6-7 octobre 1990. Les circonstances qui déclenchèrent la révolte, nous les connaissons tous². Il est facile de reconnaître sous sa grossièreté caricaturale la violence dont font usage certains membres de la police : vexation, humiliation, passage à tabac et enfin « bavures » sanglantes. Représentant les plus proches et parfois les seuls identifiables de l'ordre social, les « keufs » focalisent la haine. Mais il existe des violences plus étendues, moins définissables, mais tout aussi présentes : une oppression qui ne dit pas son nom, caractérisée pas une dépossession systématique de tous les éléments qui contribuent à la conscience d'exister et d'agir.

LE DÉTOURNEMENT

Quelques tentatives habituelles essayèrent d'infiltrer le mot « manipulation »³. Procédure classique pour minimiser la portée de tous mouvements d'appropriation collective et réduire ses acteurs à de

¹ Commentaire d'un jeune de Vaulx-en-Velin.

² Thomas Claudio, 21 ans, s'est tué après que son ami, Laurent Assebille, 20 ans, a perdu le contrôle de la Honda 1000 cc, sur laquelle avaient pris place les deux jeunes gens qui, selon le parquet, ne portaient pas de casque. Le conducteur qui, toujours selon le parquet, n'était pas titulaire du permis de conduire, aurait paniqué en apercevant une voiture de police et perdu le contrôle de son engin. Mais forts du témoignage d'un automobiliste qui suivait la moto, les amis de la victime relayés par les jeunes du quartier accusent les policiers d'avoir provoqué la chute de la moto en lui barrant la route. Une version confirmée par le conducteur de la moto qui venait d'être libéré le 8 octobre. Une information judiciaire pour « homicide involontaire est ouverte le 7 octobre par le procureur de la République de Lyon.

³ Thèse du « complot » savamment distillée par les autorités préfectorales du Rhône : le « milieu » aurait « orchestré » les pillages du début de la semaine du 8 octobre et « manipulé » la jeunesse.

simples figurants en les destituant du droit et dernières ressources à s'exprimer⁴. Mais la rapidité et la force des faits constatés s'imposèrent à tous comme une révolte pure et simple. Révolte qui semble actuellement rester, pour une frange de la population, la seule forme de mobilisation collective face à l'effondrement des relais habituels de concertation, d'expression, de participation et de régulation des conflits (syndicats, partis, institutions...).

Bien que marginale, l'attitude du « détournement » mérite d'être décrite dans sa volonté d'enlever jusqu'à la dignité des personnes. Elle est significative d'un mouvement plus large cherchant uniquement un lien de cause à effet linéaire qui renverse le sens des situations. L'agressé devient l'agresseur, le bourreau, victime : c'est le « bon père de famille excédé victime du bruit et du surpeuplement » qui tue le jeune dans une cité de Neuilly-sur-Marne. C'est le brave chauffeur de taxi, « par peur, par douleur et par rage » après avoir reçu un jet de bombe qui tue le jeune qui n'a pas payé sa course.

Le « détournement » peut aussi s'apparenter à une forme subtile de désinformation qui s'attaque au caractère de visibilité de la réaction à l'oppression : jeunes en bandes, occupation du temps et de l'espace décalé, rituel d'affrontement avec la police sont tout simplement niés. Nous retournons quinze ans en arrière lors des affrontements dans les années 70 des premiers « beurs » avec les représentants de l'ordre. À cette époque, comme aujourd'hui, il y avait une hausse des expulsions. Il s'organisa une résistance : protection des clandestins, rock against police. Cette époque signa la fin du giscardisme, annonça le démantèlement du gaullisme et l'avènement de la gauche.... Si la mémoire sociale collective est défailante, il est important de la rétablir contre les révisionnistes de toutes sortes.

L'AMALGAME

Il existe une tendance à restreindre l'aspiration à l'expression, l'apparition de forme de pratiques sociales et culturelles nouvelles à sa partie spectaculaire et uniquement violente. « Mais il faut tuer quelqu'un pour passer dans le journal ? ». La question est posée par un jeune rappeur des quartiers nord de Marseille. Réflexions significatives tellement le mode de vie et les aspirations de toute une frange de la population jeune sont niés ou réduits dans un amalgame grossier. L'amalgame a visiblement pris puisque le mot « taguer » appelle dans l'esprit de nombreuses personnes le mot de délinquant, le mot « rap » est considéré uniquement comme une musique heurtée et violente, l'organisation des bandes de jeunes est principalement vue sous un aspect délictueux... « je ne suis pas marginal, mais original » dit un jeune rappeur. La créativité reste la meilleure manière d'affirmer son identité.

L'EXCLUSION

Il existe un no man's land de non-droit, non-reconnaissance, non-appartenance, absence d'avenir appelant la révolte et la rage. « On les a nommés "en fin de droit", ils sont aussi en fin de chances. Notre société a une capacité d'exclusion d'autant plus grande que sa capacité d'intégration s'est accrue⁵. » Or, depuis 81 nous avons connu un panel de mesures et de structures visant l'insertion⁶. Si les événements de Vaulx-en-Velin ne signent pas obligatoirement leur échec global, ils ébranlent

⁴ Un seul manifestant a été arrêté sur une commune différente de son lieu de résidence le 6 et 7 octobre. Par contre des hommes casqués ou cagoulés, munis de manches de pioche et de matraques, circulant dans une quinzaine de voitures privées se sont révélés être des membres de la sûreté urbaine. « Ils ont dépassé les bornes de la légalité, estiment d'autres policiers ».

⁵ Alain Touraine, sociologue.

⁶ Développement Social des Quartiers, Zones d'Éducation Prioritaires, Missions locales, Permanences d'Accueil d'Information et d'Orientations, Crédit Formation et Revenu Minimum d'Insertion.

sérieusement le bien-fondé d'une démarche qui prône « l'insertion à tout prix » sans prise en compte d'une lame de fond bouleversant la société.

Membres du gouvernement et de l'administration, M. Rocard « ne pense qu'aux banlieues », élus, travailleurs sociaux, tout le monde semble afficher la surprise et le visage atterré des lendemains difficiles. L'ampleur des réactions, le cortège de personnalités venues se déplacer à Vaulx, les gros titres dans les médias, tendraient à mesurer l'importance du décalage existant entre la représentation des décideurs-intervenants-observateurs et la place et le rôle effectif d'une frange importante de la population jeune. Cependant pour M Dauge (Délégué Interministériel) qui patronne les DSQ (Développement Social des Quartiers), Vaulx demeure « Un accident et une étape difficile » Il est en effet difficile de remettre en cause ce qui fut montré comme un modèle d'expérimentation de « l'insertion à la française » et dont Vaulx-en-Velin était un exemple « réussi ». « L'ensemble des dispositifs institutionnels liés au quartier est né massivement en 1980 sur les décombres et les échecs successifs de la puissance publique depuis les années 60 »⁷. - « Il faut regarder les choses en face » affirme un élu politique. — « Toi tu les regardes, nous les vivons » rétorque une jeune de Neuilly-sur-Marne⁸. C'est bien ce « vécu » qui aujourd'hui s'affirme comme base d'une identité face à la machinerie bureaucratique, la sclérose des fonctionnements interministériels et inter-institutionnels⁹. Ce « vécu » est lancé comme un défi, il serait criminel de ne pas le relever. « À quoi sert de repeindre les murs s'ils emmurent la parole¹⁰ ? » « Ils pensent qu'un coup de pinceau va nous calmer »¹¹.

CE QU'INSERTION POURRAIT DIRE

Parier d'insertion voudrait dire qu'une cohésion sociale nouvelle apparaît, offrant une large place au sentiment d'appartenance communautaire. Le groupe de rap IAM illustre à sa manière en inversant les regards l'apparition de ce sentiment : ils « sont de la planète Mars » (habitants de Marseille)¹². C'est leur territoire multiculturel qu'ils ne peuvent ni désirent quitter, où ils se forment une nouvelle identité. Mais « il va falloir envahir la France, car il y a déjà 25 % de « français chez eux » (25 % de votants au Front National). Aujourd'hui on appartient à un quartier, une ville et une culture avant d'être d'un pays. Il faut repenser la ville, rétorque Roland CASTRO. Éternel aiguillon dans l'establishment, l'animateur de Banlieue 89 pense que la ville mérite bien un « grand ministère et un budget équivalent à celui de la culture ». Parler d'insertion exigerait un développement économique partagé. Tandis qu'une partie de l'économie s'internationalise (on y parle nouvelle technologie, performance, marché mondial, stratégie de communication), une autre tombe en friche : c'est le monde parallèle des travaux précaires, des missions intérimaires, des stages en alternance et surtout du chômage. Une autre forme de développement est à trouver où la priorité se dirigerait vers les exclus du système d'intégration, en particulier le système scolaire. « Si le Clemenceau tombait en panne, on débloquerait tout de suite des fonds pour le réparer »¹³. Il serait nécessaire enfin de réinventer la notion de développement dans les

⁷ Jean-François LAIE, Sociologue.

⁸ Dialogue suite au meurtre de Khemissi KAPAR, 19 ans le 4 octobre dans le quartier des Fauvettes à Neuilly-sur-Marne.

⁹ Description des freins mis sur la route de MM Delebarre (ministre de l'Équipement) et Besson (ministre délégué au logement) pour promouvoir une loi « anti-ghetto (nouvelle répartition des logements sociaux) : enchevêtrement des législations et réglementations, intérêts particuliers des communes avec leur indépendance sourcilleuse confortée par la décentralisation, hostilité viscérale du ministre de l'Économie et des Finances à toutes dépenses supplémentaires, légitime ambition des propriétaires du sol de ne pas être les victimes de projets généreux...

¹⁰ Tewfik Fares, Réalisateur.

¹¹ Jeune de Vaulx

¹² et à Vaulx les jeunes s'appellent des Zupiens (habitants de la ZUP).

¹³ Propos d'une jeune participante au mouvement lycéen.

pays dits « développés » où la place du social et du culturel serait importante. Parler d'insertion demanderait à ce que les valeurs d'égalité, de justice, de solidarité soient réellement considérées par tous comme des valeurs communes. Les jeunes des années 80 appelés « beurs » ont défilé pour l'égalité, ceux des années 90 continuent à crier justice pour leurs camarades tués, mais ces valeurs ne sont toujours pas incarnées¹⁴.

CITOYENS

Une nouvelle solidarité reste à construire où professionnels et non-professionnels s'engagent dans la durée pour restaurer et promouvoir les différentes formes d'expression et de participation à la vie sociale, politique, économique ainsi que la reconnaissance de la place et le rôle des jeunes. C'est dans tous les cas, sur ces bases communes, que peuvent être évités l'éclatement et la violence sans pour autant gommer l'aspect conflictuel de tous rapports sociaux. Sans jouer les prédicateurs, nous avons perçu l'urgence d'un dialogue entre les différents acteurs dans les quartiers, la reconnaissance des expressions culturelles et artistiques des jeunes, la nécessité de former des réseaux garantissant de nouveaux relais démocratiques. Ce fut l'objet de la Rencontre Nationale Banlieue Cent Visages qui a réuni 200 personnes le 9-10 mars 1990 à Longjumeau et avait pour but d'affirmer un lien solidaire, une appartenance réciproque¹⁵. Plus d'un an après le fameux bicentenaire qui voulut présenter la vitrine mondiale de la citoyenneté, il est temps qu'elle s'inscrive dans les faits¹⁶.

¹⁴ Le procureur général de Lyon réclamait à l'avance des réquisitions les plus fermes contre les manifestants de Vaulx. Trois jours après les événements, les assises du Rhône ont jugé le 9 octobre le chauffeur de taxi meurtrier d'un jeune beur. Le verdict est tombé : circonstances atténuantes, 4 ans avec sursis.

¹⁵ Voir aussi le numéro spécial de PEPS « Banlieue Cent Visages », No 28, Mars/Avril 89.

¹⁶ Sources journalistiques : Le Monde du 9,11,16,17,18 et 19 octobre, Libération du 9,10,12,14,15 et 17 octobre, M6 Rapline du 20 octobre, TF1 Ciel mon mardi du 16 octobre.